

Congrès général 2020 de l'UPA : des enjeux et des pistes de solutions pour cultiver notre autonomie alimentaire du local au global

Longueuil, 1^{er} décembre 2020 — «La crise sanitaire sans précédent que nous traversons a testé la résilience de tous les maillons de la chaîne agroalimentaire. Les deux paliers de gouvernement ont déployé beaucoup de ressources pour assurer un bassin suffisant de main-d'œuvre locale et étrangère et pour mettre à la disposition des agricultrices et des agriculteurs des mesures de soutien permettant d'atténuer l'impact de la pandémie. Cette reconnaissance québécoise et canadienne du secteur agricole comme priorité stratégique à l'économie de nos régions et essentielle à la sécurité alimentaire de nos concitoyens est une orientation gagnante sur laquelle il faut s'appuyer pour les mois et les années à venir», a déclaré le président général de l'Union des producteurs agricoles, Marcel Groleau, dans le cadre du [Congrès général 2020](#) de l'organisation qui a débuté hier et qui se poursuit aujourd'hui.

Sous le thème *Cultivons notre autonomie alimentaire du local au global* et en formule virtuelle cette année, les quelque 400 délégués de l'Union des producteurs agricoles discutent depuis hier des enjeux agricoles de l'heure et réfléchissent ensemble à l'avenir des secteurs agricole et forestier, dans un contexte où l'autonomie alimentaire est plus que jamais à l'avant-scène.

«La dernière année a non seulement galvanisé l'intérêt de nos concitoyens pour nos produits, mais elle a aussi démontré à quel point l'autonomie alimentaire de la province et du pays constitue un enjeu prioritaire. Le gouvernement québécois a investi des sommes importantes ces derniers mois pour faire croître cette autonomie. Le gouvernement canadien, qui a beaucoup fait depuis le début de la crise pour sécuriser l'approvisionnement alimentaire des citoyens, devra lui aussi prévoir rapidement des investissements pour favoriser le développement de sa principale assise, c'est-à-dire l'agriculture », a ajouté le président de l'Union, faisant notamment référence aux 157,2 M\$ annoncés récemment par le gouvernement québécois pour accroître l'autonomie alimentaire de la province.

La croissance de la demande alimentaire au Québec, dans les provinces canadiennes et ailleurs dans le monde, apporte des opportunités de marchés pour lesquelles les agricultrices et les agriculteurs de chez nous sont bien positionnés. Ils ne peuvent toutefois pas continuer d'assumer seuls la pression exercée par les conflits commerciaux, l'importation massive d'aliments étrangers, les changements climatiques, les attentes sociétales et les maladies des cultures et des troupeaux. Les producteurs agricoles québécois et canadiens doivent pouvoir compter sur des programmes de gestion des risques d'entreprises performants et financés adéquatement, ce qui n'est pas le cas actuellement.

Les agricultrices et agriculteurs doivent aussi faire face à des enjeux majeurs, comme l'existence de pratiques unilatérales et contre-productives de la part de plusieurs grands détaillants, une pénurie de main-d'œuvre persistante dans le secteur, des ententes internationales qui ne cessent de céder des parts de marchés importantes dans les secteurs de production sous gestion de l'offre (lait, œufs et volaille) et le maintien d'un environnement réglementaire qui ne favorise pas toujours le maintien, la pérennité et le développement de nos entreprises agricoles.

«Tous les paliers de gouvernement reconnaissent maintenant sans équivoque l'importance stratégique du secteur agricole. Pour permettre à notre agriculture d'aller plus loin et d'atteindre son plein potentiel, il est essentiel de favoriser sa compétitivité par un appui indéfectible, comparable à nos voisins du Sud, à l'Europe et aux autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques», a conclu Marcel Groleau, ajoutant que la thématique du congrès général, *Cultivons notre autonomie alimentaire du local au global*, est conséquente avec l'ensemble de ces enjeux, comme en témoigne le nouveau contrat social proposé aux Québécois à la suite du Dialogue sur l'autonomie alimentaire du Québec, mené cet automne en collaboration avec l'Institut du Nouveau Monde.

– 30 –

Source :
Jessica Blackburn
Chargée des relations de presse et des réseaux sociaux
450 679-0540, poste 8415 | 418 540-0638 | jblackburn@upa.qc.ca